



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

ministres et secrétaires d'État

Question au Gouvernement n° 2994

Texte de la question

TUNISIE

M. le président. La parole est à M. Noël Mamère, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Noël Mamère. Ma question s'adresse à Mme la ministre d'État, ministre des affaires étrangères.

Il y a des moments où l'on aimerait ne pas poser la question que je vais vous poser (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP*),...

M. Richard Mallié. Alors ne la posez pas !

M. Noël Mamère. ...tant il est vrai que, lorsque nous abordons ces sujets, nous ne faisons que nourrir la rhétorique du " tous pourris ! " - alors même que nous ne sommes pas " tous pourris ".

Mais, dans une République qui se veut irréprochable, il y a des choses qu'on ne fait pas. Je n'ai pas à juger ici de ce qui légal ou illégal (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), je me place au plan des principes : vous êtes au plus haut sommet de l'État, ministre d'État, ministre des affaires étrangères, et vous bénéficiez des libéralités d'un des hommes les plus proches du régime tunisien (*Même mouvement*) au moment même où ont lieu des émeutes, et quelques jours après qu'un jeune homme s'est immolé, ouvrant la voie aux manifestations et à la libération du peuple tunisien.

Vous avez donc été victime d'une sorte d'aveuglement qui n'est que le révélateur de relations incestueuses entretenues depuis plus de vingt-trois ans, non seulement par le gouvernement auquel vous appartenez, par tous les pouvoirs qui se sont succédé depuis vingt-trois ans. Nous sommes très loin de ces affaires de cigares, de permis de construire ou de médailles. (*Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Richard Mallié. Provocateur !

M. Noël Mamère. Il s'agit de deux représentants du Gouvernement enchaînant les contrevérités et les dénégations, et qui se sont faits les complices d'un régime chassé par le peuple. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est la légitimité et la crédibilité de notre politique étrangère. Dans n'importe quel autre pays de l'Union européenne, on vous aurait demandé de démissionner. C'est ce que je vous demande aujourd'hui, madame ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur de nombreux bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Vous avez beau, monsieur Mamère, répéter des mensonges, cela n'en fait pas des vérités. (*Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*) Pendant que vous vous complaisez dans la polémique, moi, je travaille (*Même mouvement*), et je travaille avec le Gouvernement, pour aider la Tunisie autant qu'elle le souhaitera.

M. Bernard Roman. Un autre ton, s'il vous plaît ! Un peu de modestie !

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre d'État*. Conformément aux orientations du Président de la République, le Premier ministre a présenté ce matin, en conseil des ministres, un plan de soutien à la Tunisie, élaboré en étroite relation avec un certain nombre de ministres tunisiens avec lesquels je travaille quasi-quotidiennement. Il s'agit effectivement d'accompagner ce pays ami de la France dans sa nouvelle vie après la " révolution de jasmin ", dans sa volonté de se reconstruire, de mettre en place la démocratie et l'État de droit et de lutter contre la corruption. Il s'agit de contribuer à la modernisation de l'économie et au développement de l'emploi, pour

résoudre les vrais problèmes des Tunisiens. Il s'agit de multiplier les contacts entre la société civile et les ONG en investissant davantage dans le domaine de la francophonie et en aidant au développement des médias. Ce plan est conçu en plein accord avec les autorités tunisiennes ; d'ailleurs, plusieurs ministres français vont se rendre la semaine prochaine en Tunisie pour discuter avec les Tunisiens de sa mise en oeuvre. Les événements qui se passent dans le monde arabe nous imposent de changer notre grille de lecture à l'égard des pays proches et des pays amis. *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. Bruno Le Roux. Ça, c'est sûr !

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre d'État*. Leurs aspirations à la liberté, à la démocratie, au développement économique et social nous obligent. Nous avons une responsabilité envers eux. Nous, nous l'assumons ; ce ne sont pas vos propos qui permettent de répondre aux enjeux de la situation. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe NC.)*

Données clés

Auteur : [M. Noël Mamère](#)

Circonscription : Gironde (3^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2994

Rubrique : État

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 février 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 février 2011